



NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

TENDER ADDENDUM

ADDENDA À LA SOUMISSION

General Labour Services for Leased Properties

Services généraux de manœuvres pour les biens locatifs

NR203

NR203

September 21, 2020

Le 21 septembre 2020

Page 1 of 5

Page 1 de 5

ADDENDUM No. 1

ADDENDA no. 1

The following shall be read in conjunction with and shall form an integral part of the Tender / Proposal and Contract Documents:

Ce qui suit doit être interprété comme faisant partie intégrante de la proposition/appel d'offres et des documents relatifs au contrat :

Nathalie Rheault
Senior Contract Officer / Agent principal de contrats
Procurement Services / Services de l'approvisionnement
Corporate Services Branch / Direction des services généraux

Question 1: Intro, 2.8, page 7 of 7: Extra charge above the original quotation. Can the NCC confirm there will or not be quoting any work?

The goal is to address smaller scale non- complex work and offer flexibility to accept a sole source quote from the contractors on the SOA beyond non-SOA thresholds. Quotes will have to be issued for PO's, but if you are invited to a competitive bid the contractor is not bound by the SOA and will be advised it is a competitive bid.

Question 2: Does this SOA include Quebec locations?

This SOA is exclusively for the NCC's Ontario properties. There is no requirement for contractors to be licensed to work in Quebec. Work at Quebec properties is contracted through normal procurement processes, rather than an SOA.

Question 3: Any requirement for the call back, aka returning the emergency phone call, part of an emergency protocol?

Yes. The Contractor must respond to an after hours/emergency call outs within 1 hour and be on site within 4 hours. The Contractor must be available for work within three business days of general service calls.

Question 4: Are there requirements for an IICRC certified firm as part of the emergency work?

No. This SOA is for general labour and is not intended to be used for major remediation or disaster recovery.

Question 5: Is Hazardous material disposal to be included in the hourly pricing?

No. Hazardous material disposal is not the intention of this SOA.

Question 6: Is Confirmation of Transportation of dangerous goods required?

All legal requirements for transportation of dangerous goods are to be adhered to. However, this is not the intention of the SOA.

Question 7: Does the moving of equipment/materials to respond to an emergency allowable for billing purposes?

This is not an emergency response SOA. Costs for equipment rental are to be included under the materials +10% pricing item. Documentation is required for all material costs invoiced as part of this SOA.

Question 8: Is the SOA award to be broken down per region or will work be distributed across the regions?

Work will be distributed across all regions.

Question 9: Does a certified FSC or DOS clearance is required including a list of staff as per the security requirement to be included in the 5.2 page 4 minimum requirements

The NCC complies with Treasury Board's Policy on Government Security and consequently, it will require that the contractor's personnel submit to a personal security screening process (Security Clearance Form TBS/SCT 330-60E).

Question 10: This tender requires 2 types of work to be done, regular call outs and emergency response. Are there additional line items for remediation and other specialties included under emergency response?

No. Emergency calls are included under this SOA, but the intention of the SOA is not emergency response. Emergency calls pertain specifically to small jobs and general labour for which this SOA targets, such as stabilizing sheds damaged by wind that pose a threat to tenants or the public.

Question 11: Is disinfecting Covid-positive buildings part of emergency response?

No. Bioremediation is not part of this SOA.

Question 12: Can the NCC confirm the evaluation process as being 100% on the pricing?

This SOA is awarded 100% on pricing, provided all minimum requirements are met.

Question 13: When the SOA references equipment, is it referring to large equipment or regular tools?

The term “equipment” refers to small tools and machinery consistent with general labour, such as saws, drills, transportation to the work site, and similar. Large equipment such as bucket trucks, excavators, or mechanical lifts is not anticipated for this SOA. In the event that large equipment is required, it will not be priced as a unit item under this SOA.

Question 1 : Introduction, article 2.8, page 7 de 7 : « Tout ajout ou frais en sus de l’offre écrite originale ». La CCN peut-elle confirmer si elle demandera des offres de services ou non?

L’objectif consiste à faciliter la réalisation de travaux de petite envergure non complexes et d’avoir la souplesse requise pour accepter une offre de services en source unique de la part des entrepreneurs pour réaliser, dans le cadre de l’offre à commandes, des travaux qui ne dépassent pas les limites permises de l’offre à commandes. Il est toujours obligatoire de soumettre une offre de services pour obtenir le bon de commande requis pour la réalisation des travaux. Cependant, toute entreprise invitée à soumettre une offre de services concurrentielle n’est pas assujettie aux dispositions de la convention d’offres à commandes et sera avisée que c’est bel et bien une demande d’offre de services concurrentielle.

Question 2 : La demande d’offres à commande vise-t-elle des propriétés situées au Québec?

Cette demande d’offres à commandes vise exclusivement les propriétés de la CCN qui sont situées en Ontario. Il n’est pas demandé aux entrepreneurs de posséder les permis requis pour travailler en sol québécois. Les travaux à réaliser dans les propriétés situées au Québec sont soumis au processus général d’attribution des contrats de la CCN, et non par voie de demande d’offres à commandes.

Question 3 : Le protocole d’urgence comporte-t-il des exigences particulières concernant la réponse aux appels de services et aux appels d’urgence?

Oui. L’entrepreneur doit répondre aux appels de services après les heures normales de travail et les appels d’urgence dans un délai d’une (1) heure et doit se rendre sur place dans un délai de quatre (4) heures. L’entrepreneur doit se rendre disponible pour réaliser les travaux demandés dans un délai de trois (3) jours d’une demande de services pour les travaux généraux.

Question 4 : Sera-t-il nécessaire de faire appel aux services d’une entreprise certifiée par l’IICRC pour les travaux d’urgence?

Non. Cette demande d’offres à commande vise exclusivement des services généraux et ne sera pas utilisée pour les grands travaux d’assainissement ou de rétablissement après sinistre.

Question 5 : Faut-il inclure l’évacuation des matières dangereuses dans les taux horaires?

Non. Cette demande d'offres à commandes ne vise pas à inclure des travaux d'évacuation des matières dangereuses.

Question 6 : Faut-il se conformer aux exigences de confirmation et de notification du transport de matières dangereuses?

Tous les règlements concernant le transport des matières dangereuses doivent être respectés. Toutefois, cette demande d'offres à commandes ne vise pas à inclure des travaux d'évacuation des matières dangereuses.

Question 7 : Est-ce que les frais de déplacement de l'équipement / du matériel d'urgence peuvent être inclus dans la facturation?

Cette demande d'offres à commandes ne concerne aucunement les interventions en cas d'urgence. Les coûts de location de l'équipement doivent être inclus sous l'article de prix unitaire « matériaux +10% ». Tous les coûts de matériel et de matériaux facturés dans le cadre de cette convention d'offres à commandes doivent être documentés.

Question 8 : Cette convention d'offres à commandes sera-t-elle attribuée par région, ou les travaux seront ils répartis dans toutes les régions?

Les travaux seront répartis dans toutes les régions.

Question 9 : Selon les exigences minimales en matière de sécurité décrites dans l'article 5.2 à la page 4, faut-il obtenir une attestation FSC ou DOS et fournir une liste du personnel?

La CCN est assujettie aux exigences de la Politique sur la sécurité du gouvernement établie par le Conseil du Trésor. Par conséquent, les membres du personnel de l'entrepreneur doivent se soumettre au processus d'enquête sur la sécurité du personnel (Formulaire d'autorisation de sécurité CCT/TBS 330-60F).

Question 10 : Cette demande d'offres à commandes regroupe deux (2) types de travaux, c'est-à-dire les appels de services et les appels d'urgence. Y a-t-il aussi sous la rubrique « appels d'urgence » des postes budgétaires distincts pour les travaux d'assainissement et autres travaux spécialisés?

Non. Cette convention d'offres à commandes inclura des appels d'urgence, mais elle n'a pas pour but la prestation de services d'intervention d'urgence. Les appels d'urgence traitent de menus travaux de nature générale visés par la convention d'offres à commande, comme par exemple la stabilisation d'un hangar qui a été endommagé par un coup de vent et qui pourrait poser des risques pour les locataires ou le public.

Question 11 : Les travaux d'urgence comprennent-ils la désinfection de bâtiments ou la présence de COVID-19 a été décelée?

Non. Cette convention d'offres à commandes n'inclut pas des travaux de biodécontamination.

Question 12 : La CCN peut-elle confirmer que le processus d'évaluation des propositions sera basé à 100% sur les prix proposés?

L'attribution de la convention d'offres à commandes sera basée à 100% sur les prix proposés, sous réserve du respect de toutes les exigences minimales.

Question 13 : Lorsque la Demande d'offres à commandes fait référence à l'équipement, est-ce que cela signifie le gros équipement ou les outils habituels?

Le terme « équipement » englobe les petits outils et la petite machinerie généralement associés aux travaux généraux, y compris les scies, les perceuses, le transport au lieu de travail et autres. Cette offre à commandes ne devrait pas exiger l'utilisation de gros équipement, comme les camions nacelles, les excavatrices ou les dispositifs de levage mécaniques. S'il s'avère nécessaire d'utiliser une pièce de gros équipement pour certains travaux, ce ne sera pas fait par voie des articles à prix unitaire demandé dans la présente demande d'offres à commandes, mais par d'autres arrangements.